

## HABITATION

Canada

## VOTRE LIEN AVEC LE MARCHÉ DE L'HABITATION

Société canadienne d'hypothèques et de logement

## Aperçu du marché canadien

## Marché du neuf

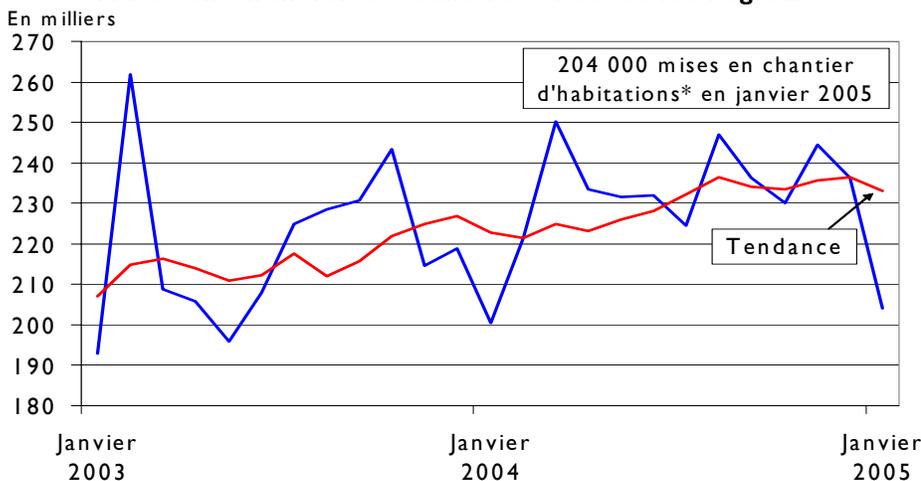
**Le secteur de la construction résidentielle connaît un bon début d'année 2005**

Le nombre désaisonnalisé annualisé<sup>1</sup> de mises en chantier d'habitations au Canada est descendu de 236 300, en décembre, à 204 000, en janvier.

Malgré la diminution des mises en chantier enregistrée en janvier, les niveaux de construction demeurent considérables et le nombre désaisonnalisé annualisé de mises en chantier est plus élevé

qu'il ne l'était en janvier 2004. L'activité intense qui est observée sur le marché de l'habitation cadre avec de bas taux hypothécaires et un marché de l'emploi serré. Nous nous attendons à ce que ces facteurs favorables soutiennent la vitalité du marché de l'habitation au fil des mois en 2005. En effet, le nombre de mises en chantier devrait dépasser le cap des 215 000 après avoir atteint 233 431 l'an dernier, un sommet qui était resté inégalé pendant 17 ans.

Mises en chantier au Canada – Toutes les régions\*



Source : SCHL

\*Données désaisonnalisées annualisées.

Les mises en chantier mensuelles publiées dans Actualités habitation Canada sont définitives et peuvent être différentes des données provisoires publiées dans le communiqué sur les mises en chantier.

<sup>1</sup> Toutes les données sur les mises en chantier (à l'exception des données réelles) sont des données désaisonnalisées annualisées (DDA), c'est-à-dire des chiffres mensuels corrigés des variations saisonnières et multipliés par douze afin de refléter le rythme d'activité sur un an.

## Sommaire

**Aperçu du marché canadien** ----- 1

**Le Régime d'accèsion à la propriété a été utile à beaucoup d'acheteurs d'habitations dans les grands centres urbains** --- 4

**Demande de logements : de moins en moins influencée par les facteurs démographiques** ----- 5

**Tableaux : Données sur les mises en chantier d'habitations** ---- 7

**Le recul de la construction en milieu urbain a été causé en majeure partie par le segment des collectifs**

En janvier, le nombre désaisonnalisé annualisé de mises en chantier dans les centres urbains du Canada s'est établi à 175 600, ce qui représente une baisse de 14,7 %, principalement attribuable au ralentissement de la

Suite à la page 2

construction d'ensembles résidentiels. Il a fléchi de 21,5 % dans le segment des logements collectifs et de 7,8 % dans celui des maisons individuelles, pour se fixer respectivement à 81 400 et 94 200.

### **Baisse des mises en chantier partout au Canada en janvier**

Le nombre désaisonnalisé annualisé de mises en chantier en milieu urbain s'est replié dans toutes les régions du Canada. Les plus importants reculs ont été constatés dans les provinces des Prairies (21,5 %) et en Colombie-Britannique (20,5 %). L'activité a faibli de 11,9 % en Ontario, de 10,8 % dans la région de l'Atlantique et de 10,3 % au Québec. Dans toutes les provinces, ce sont aussi bien les mises en chantier de maisons individuelles que celles de logements collectifs qui ont diminué en janvier, sauf au Québec, où la progression de 9,9 % relevée dans le segment des logements individuels est venue contrebalancer en partie la régression de 22,1 % survenue dans celui des collectifs.

On évalue à 28 400 le nombre désaisonnalisé annualisé de mises en chantier dans les régions rurales du Canada pour le mois de janvier, ce qui correspond à un relâchement de 6,6 % par rapport à décembre 2004.

### **Marché de la revente**

#### **Les ventes S.I.A.® ont atteint un niveau record en 2004, malgré le repli enregistré en décembre**

Le nombre désaisonnalisé de ventes S.I.A.® (Service inter-agences®) a régressé légèrement en décembre 2004 par rapport au mois précédent; il est descendu de 37 585 à 37 089, accusant une baisse de 1,3 %.

Malgré ce recul, le nombre réel de ventes S.I.A.® s'est accru de 4,8 % en 2004 en regard de 2003, passant de 435 421 à 456 503. Ce troisième record annuel consécutif tient à la forte demande suscitée par les bas taux d'intérêt et la vigueur du marché de l'emploi.

#### **Les nouvelles inscriptions terminent l'année 2004 en hausse, en dépit de la diminution observée en décembre**

Le nombre désaisonnalisé de nouvelles inscriptions S.I.A.® a fléchi de 7,2 % entre novembre et décembre, passant de 60 481 à 56 112. Malgré cela, le nombre réel de nouvelles inscriptions a affiché en 2004 une augmentation de 8,2 % par rapport à 2003.

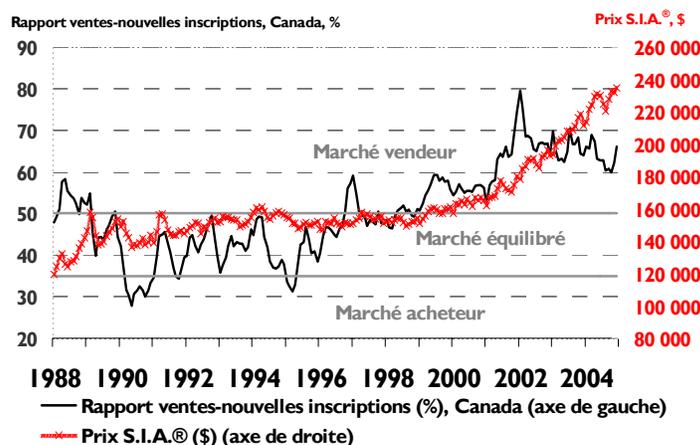
### **Les conditions de marché vendeur au Canada continuent de favoriser une croissance du prix S.I.A.® moyen supérieure à l'inflation**

Le rapport ventes-nouvelles inscriptions est un indicateur de la pression que subissent les prix sur le marché des habitations existantes. Il tient compte à la fois des nouvelles inscriptions, qui servent à mesurer l'offre de logements existants, et des ventes S.I.A.®, qui permettent de faire une évaluation approximative de la demande.

Dans l'ensemble du marché canadien, lorsque le rapport ventes-nouvelles inscriptions est inférieur à 35 %, les prix des habitations augmentent généralement dans une proportion moins importante que le taux d'inflation. On est alors en présence d'un marché favorable aux acheteurs, aussi appelé *marché acheteur*. Un rapport ventes-nouvelles inscriptions supérieur à 50 % est caractéristique d'un *marché vendeur*. Dans un marché favorable aux vendeurs, la hausse des prix des logements est en général plus forte que l'inflation globale. Quand le rapport ventes-nouvelles inscriptions se situe entre ces deux limites, on dit que le marché est *équilibré*, et le taux de variation des prix des habitations a alors tendance à se situer près du taux d'inflation global.

En décembre 2004, le rapport ventes-nouvelles inscriptions au Canada s'élevait autour de 66 %, signe que le marché penchait nettement du côté des

#### **Les conditions de marché vendeur continuent de favoriser la croissance des prix des habitations**



Sources : SCHL, Association canadienne de l'immeuble (ACI), S.I.A.®

Suite à la page 3

vendeurs; pour l'ensemble de l'année, il se chiffre à 64 %. Sous l'effet de ces pressions, le prix S.I.A.<sup>®</sup> moyen des logements existants au pays a été de 9,7 % plus élevé en 2004 qu'en 2003.

### **La valeur totale des ventes S.I.A.<sup>®</sup> pulvérise tous les records en 2004**

L'an dernier, la valeur des transactions conclues par l'intermédiaire du S.I.A.<sup>®</sup> (valeur totale des ventes S.I.A.<sup>®</sup>, en dollars) a atteint un niveau inégalé, brisant le record antérieur établi en 2003. La valeur totale des ventes S.I.A.<sup>®</sup>, qui se calcule en multipliant le nombre total de ventes S.I.A.<sup>®</sup> par le prix moyen S.I.A.<sup>®</sup> (en dollars de 2004, corrigé en fonction de l'inflation), a grimpé de 12,9 % l'an dernier par rapport à 2003. Elle a touché un sommet sans précédent en avril 2004 – plus de 11,3 milliards de dollars –, battant ainsi le record qui avait été enregistré en mars 2004.

### **Conjoncture économique**

En janvier, l'emploi n'a pratiquement pas varié par rapport à décembre, et le taux de chômage est demeuré à 7,0 %. En revanche, l'emploi s'est amélioré de 1,4 % par rapport à janvier 2004.

Le rapport emploi-population corrigé des variations saisonnières est resté près de son niveau record en janvier. Autrement dit, une proportion sans précédent de Canadiens ont un emploi, ce qui aide à stimuler la confiance des consommateurs et contribue à la vive demande de logements.

Le 25 janvier, la Banque du Canada a maintenu à 2,5 % son taux cible du financement à un jour, tout comme

elle l'avait fait le 7 décembre. Cette décision s'explique en partie par le fait que la croissance économique a été moins forte que prévu au quatrième trimestre de 2004. Comme l'inflation mesurée par l'indice de référence reste en deçà de la cible de 2 %, la Banque du Canada se préoccupe surtout de la vitalité du dollar canadien et de son effet modérateur sur la demande d'exportations canadiennes. Les taux hypothécaires sont demeurés bas et ont aidé à conserver les coûts de financement d'une habitation à un niveau peu élevé.

Les prix des habitations neuves, dont l'évolution est mesurée par l'Indice des prix des logements neufs (IPLN), ont augmenté de 5,3 % en décembre 2004 par rapport à décembre 2003. La vigueur du marché de l'habitation, les coûts accrus des matériaux et de la main-d'oeuvre, ainsi qu'une certaine progression de la valeur des terrains ont contribué à la hausse des prix.

En janvier, les prix des biens et services dont tient compte l'Indice des prix à la consommation (IPC) ont avancé de 2,0 % par rapport au même mois en 2004, affichant ainsi leur plus bas taux de croissance en glissement annuel depuis septembre 2004.

L'augmentation de janvier est principalement attribuable à l'élévation du prix de l'essence, du coût de remplacement des habitations, des impôts fonciers et du prix des repas au restaurant. ■

---

---

Collaborateurs : Julie Taylor

Bob Dugan

Bertrand Recher

---

---

### **© Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2005.**

Tous droits réservés. L'abonné est autorisé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement à se faire une copie électronique et une copie imprimée du présent document, à la condition toutefois que ce soit pour son usage personnel seulement. Il est donc interdit de reproduire, de modifier ou de redistribuer une partie quelconque de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, à d'autres fins que celle qui est susmentionnée (notamment à des fins commerciales), sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

### **Questions :**

**Julie Taylor, 613-748-2239**

**ou [jtaylor@cmhc-schl.gc.ca](mailto:jtaylor@cmhc-schl.gc.ca)**

**Abonnements : 613-748-2006 ou**

**<http://www.cmhc-schl.gc.ca/informar/magasin>**

N° du produit : 63830-2005-02

## Le Régime d'accèsion à la propriété a été utile à beaucoup d'acheteurs d'habitations dans les grands centres urbains

Le Régime d'accèsion à la propriété, lancé par le gouvernement du Canada en 1992, a aidé nombre de Canadiens à acheter une habitation. La plus forte concentration de participants au Régime se trouve à Toronto; Montréal et Vancouver occupent les deuxième et troisième rangs.

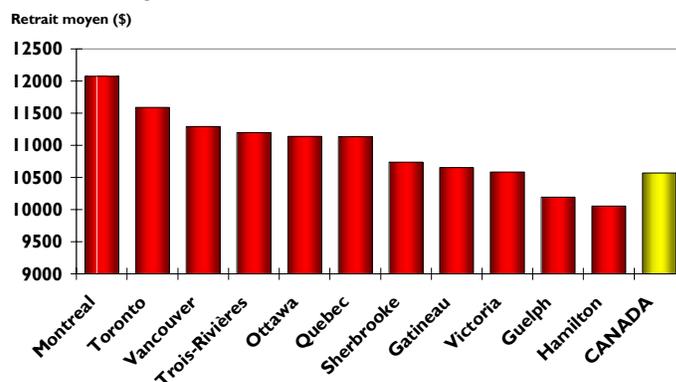
- Le Régime d'accèsion à la propriété (RAP) a été lancé en 1992 par le gouvernement fédéral dans le but d'aider des particuliers à acheter une habitation. Il permet aux Canadiens répondant à certains critères d'admissibilité de puiser une somme pouvant atteindre 20 000 \$ dans leur régime enregistré d'épargne-retraite (REER), en franchise d'impôt, pour constituer leur mise de fonds. Les montants retirés demeurent exempts d'impôt s'ils sont remboursés dans un délai maximal de 15 ans.
- Selon les données de l'Agence du revenu du Canada, Toronto est arrivé en tête des centres urbains en 2002 pour ce qui concerne la proportion de participants au Régime et les sommes retirées de REER pour l'achat d'une habitation. En effet, les acheteurs vivant à Toronto ont représenté 23 % des participants au Régime, et on leur attribue 25 % des fonds REER retirés dans le cadre du RAP. Les participants torontois ont puisé à eux seuls plus de 325 millions de dollars dans leur REER afin d'acheter un logement. Montréal arrive en seconde place, ayant récolté 17 % des participants et 19 % des sommes retirées. Vient ensuite Vancouver, avec des pourcentages respectifs de 7 et 8 %.
- Fait intéressant, la proportion des participants habitant Toronto, Montréal, Vancouver, Calgary, Ottawa, Gatineau ou Québec était supérieure au poids démographique de ces villes au Canada. On peut donc en conclure que les participants au

RAP sont fortement concentrés dans les centres urbains.

- Les résultats diffèrent considérablement lorsqu'on examine le montant moyen des retraits. Montréal occupe le premier rang, les participants montréalais ayant retiré en moyenne 12 073 \$ de leur REER pour acheter un logement. Le montant moyen des retraits effectués par les Torontois et les Vancouverois s'élève respectivement à 11 590 \$ et à 11 292 \$.

Le graphique ci-dessous indique le montant moyen des retraits dans différentes villes. Il convient de noter que la plupart des régions métropolitaines de recensement du Québec affichent un montant supérieur à la moyenne canadienne. ■

Les retraits des Québécois sont parmi les plus élevés dans le cadre du RAP

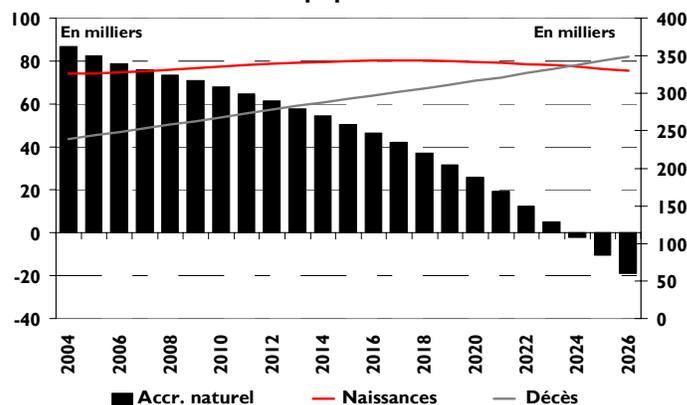


## Demande de logements : de moins en moins influencée par les facteurs démographiques

Les tendances démographiques, comme le vieillissement de la population, les taux de fécondité décroissants et la hausse de l'immigration, sont d'importants moteurs de la demande de logements à long terme.

- À court terme, des facteurs économiques favorables – des taux d'intérêt faibles, par exemple – peuvent faire augmenter considérablement la demande de logements. Cependant, à long terme, la demande d'habitations a pour points d'ancrage les tendances démographiques qui influent sur le taux de formation de ménages. Les paramètres démographiques qui influent sur la demande de logements sont la taille de la population et sa structure par âge, ainsi que la tendance globale à la création de ménages. Une intensification de la formation de ménages alimente la demande de logements.
- Si l'on considère l'ensemble du pays, deux facteurs sont à l'origine de la croissance démographique. Le premier est l'accroissement naturel de la population – l'excédent des naissances sur les décès. Le second est la migration nette, c'est-à-dire le nombre des immigrants moins celui des émigrants.
- Le taux d'accroissement naturel de la population a diminué de plus de moitié entre 1990 et 2001. En 2001, il n'a contribué que pour un tiers du taux de croissance démographique. En se fondant sur des hypothèses raisonnables quant au taux de fertilité et aux décès, on estime que l'accroissement naturel continuera de ralentir et deviendra négatif vers 2024 (voir le graphique ci-contre).
- Parmi les facteurs clés qui freinent l'accroissement naturel de la population, on compte le bas taux de fécondité, qui se traduira avec le temps par une régression des naissances. L'indice synthétique de fécondité – une estimation du nombre moyen d'enfants que les femmes

Naissances, décès et accroissement naturel de la population



Sources : SCHL, Statistique Canada

de 15 à 49 ans auront dans leur vie – est en baisse au Canada. Au cours des 30 dernières années, le taux de fécondité de l'ensemble des femmes a chuté de près de 40 %. Malgré cette tendance descendante, le taux de fécondité s'est redressé en 2001, par comparaison au creux sans précédent de 1,49 touché en 2000, et a atteint 1,51. Nous présumons qu'il restera constant au cours des 20 prochaines années.

- L'autre facteur crucial qui favorise la baisse de l'accroissement démographique naturel est le nombre des décès. Ce dernier devrait augmenter graduellement, principalement en raison du vieillissement de la population. L'importante génération des baby-boomers, nés entre l'après-guerre (Seconde Guerre mondiale) et le milieu des années 1960, représente une forte proportion de la population. À mesure que les boomers avanceront en âge, le nombre total des décès devrait s'élever.
- La hausse du nombre de décès et le repli

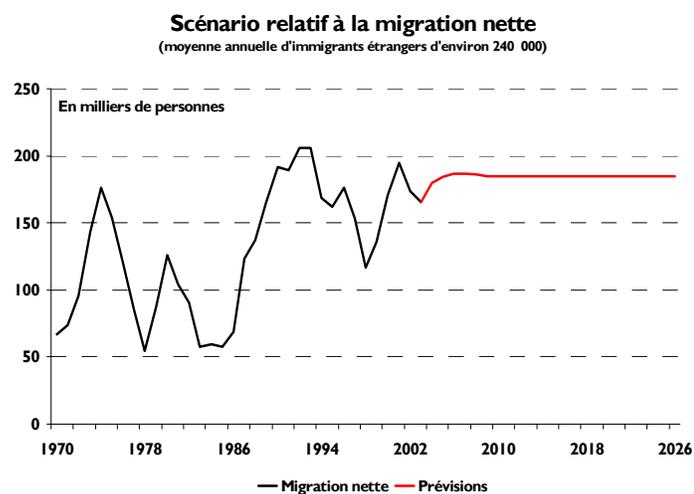
Suite à la page 6

**Demande de logements : de moins en moins influencée par les facteurs démographiques (suite)**

des naissances concourent à ralentir l'accroissement naturel de la population.

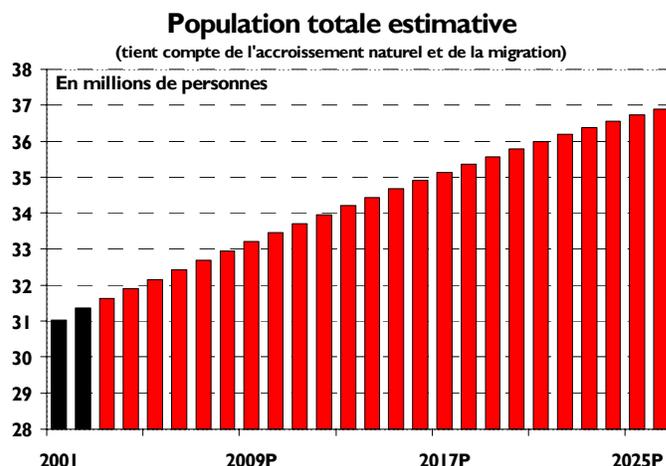
- Comme l'accroissement naturel de la population va en diminuant, l'immigration deviendra une source d'expansion démographique de plus en plus importante. Depuis 1997, plus de la moitié de la croissance démographique annuelle est attribuable à l'immigration internationale. La cible officielle du gouvernement situe entre 220 000 et 245 000 le nombre annuel d'immigrants qu'on espère attirer au Canada. Entre 1989 et 2003, le nombre moyen de migrants accueillis par année (221 600) s'est chiffré près de l'extrémité inférieure de la fourchette cible. Depuis que les critères d'admission ont été assouplis dans la deuxième moitié de 2003, le nombre d'immigrants s'est remis à augmenter. En 2004, l'immigration internationale a même été de 11,9 % plus considérable durant les trois premiers trimestres qu'à la même période en 2003. On peut donc présumer que le nombre annuel d'immigrants étrangers continuera d'augmenter.

- Si l'on conjugue nos projections sur



Sources : SCHL, Statistique Canada

l'accroissement naturel de la population à notre scénario concernant la migration nette, on obtient une estimation de la population totale future. Selon nos prévisions, cette dernière va croître durant toute la période à l'étude, mais à un taux qui diminuera de façon constante. À mesure que le taux d'accroissement naturel se repliera, l'augmentation de la population totale sera de plus en plus tributaire de l'immigration.



Sources : SCHL, Statistique Canada

- La structure de la population influe fortement sur la demande de logements. L'effet qu'exerce la croissance démographique sur la formation de ménages, et donc sur la demande d'habitations, peut être positif ou négatif. Tout dépend de la façon dont elle évoluera. ■

## Données sur le marché de l'habitation (DDA)

	2004	T2:04	T3:04	T4:04	M11:04	M12:04	M01:05
--	------	-------	-------	-------	--------	--------	--------

## Mises en chantier, en milliers de logements

<b>Canada, toutes catégories et régions</b>	<b>233,4</b>	<b>232,4</b>	<b>236,3</b>	<b>236,9</b>	<b>244,5</b>	<b>236,3</b>	<b>204,0</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	6,9	3,8	1,7	0,3	6,3	-3,4	-13,7
<b>Canada, toutes catégories, régions rurales</b>	<b>29,0</b>	<b>23,7</b>	<b>32,7</b>	<b>30,4</b>	<b>30,4</b>	<b>30,4</b>	<b>28,4</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	9,5	-23,5	38,0	-7,0	0,0	0,0	-6,6
<b>Canada, toutes catégories, régions urbaines</b>	<b>204,4</b>	<b>208,7</b>	<b>203,6</b>	<b>206,5</b>	<b>214,1</b>	<b>205,9</b>	<b>175,6</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	6,5	8,1	-2,4	1,4	7,3	-3,8	-14,7
<b>Canada, log. individuels, régions urbaines</b>	<b>103,9</b>	<b>104,9</b>	<b>105,2</b>	<b>102,5</b>	<b>101,3</b>	<b>102,2</b>	<b>94,2</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	3,6	4,0	0,3	-2,6	-2,6	0,9	-7,8
<b>Canada, log. collectifs, régions urbaines</b>	<b>100,5</b>	<b>103,8</b>	<b>98,4</b>	<b>104,0</b>	<b>112,8</b>	<b>103,7</b>	<b>81,4</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	9,7	12,7	-5,2	5,7	18,0	-8,1	-21,5
<b>Terre-Neuve, toutes catégories et régions</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	6,6	-17,6	3,6	0,0	-9,4	-3,4	3,6
<b>Île-du-Prince-Édouard, toutes catégories et régions</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>1,8</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	12,9	10,0	-27,3	-12,5	12,5	-22,2	157,1
<b>Nouvelle-Écosse, toutes catégories et régions</b>	<b>4,7</b>	<b>4,2</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>	<b>4,1</b>	<b>5,4</b>	<b>4,6</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	-7,4	-26,3	16,7	-4,1	-6,8	31,7	-14,8
<b>Nouveau-Brunswick, toutes catégories et régions</b>	<b>3,9</b>	<b>4,1</b>	<b>4,3</b>	<b>4,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,5</b>	<b>2,5</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	-12,1	70,8	4,9	-7,0	-2,6	18,4	-44,4
<b>Québec, toutes catégories et régions</b>	<b>58,4</b>	<b>54,8</b>	<b>60,5</b>	<b>60,6</b>	<b>63,3</b>	<b>60,7</b>	<b>55,4</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	16,2	-5,7	10,4	0,2	9,7	-4,1	-8,7
<b>Ontario, toutes catégories et régions</b>	<b>85,1</b>	<b>87,8</b>	<b>85,8</b>	<b>84,4</b>	<b>85,0</b>	<b>81,3</b>	<b>71,7</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	-0,1	11,0	-2,3	-1,6	-2,2	-4,4	-11,8
<b>Manitoba, toutes catégories et régions</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>5,7</b>	<b>4,0</b>	<b>4,3</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	5,6	7,7	35,7	-29,8	10,3	-11,6	0,0
<b>Saskatchewan, toutes catégories et régions</b>	<b>3,8</b>	<b>4,7</b>	<b>3,2</b>	<b>4,2</b>	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>2,6</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	14,1	56,7	-31,9	31,3	17,5	-21,3	-29,7
<b>Alberta, toutes catégories et régions</b>	<b>36,3</b>	<b>34,3</b>	<b>34,7</b>	<b>39,6</b>	<b>40,9</b>	<b>38,8</b>	<b>30,8</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	0,3	-4,7	1,2	14,1	4,6	-5,1	-20,6
<b>Colombie-Britannique, toutes catégories et régions</b>	<b>32,9</b>	<b>34,4</b>	<b>33,5</b>	<b>31,8</b>	<b>34,6</b>	<b>34,6</b>	<b>27,9</b>
Variation en % par rapport à la période précédente	25,8	9,6	-2,6	-5,1	32,6	0,0	-19,4

SOURCE : SCHL, Relevé des mises en chantier et des achèvements. Toutes les données sont désaisonnalisées et annualisées. Les données désaisonnalisées annualisées (DDA) passent par diverses étapes de révision, à différentes périodes du cycle annuel; ce processus débouche sur l'établissement définitif des données provisoires. Les données sont révisées à la fin de chaque mois, de chaque trimestre et de l'année.

## Mises en chantier par région urbaine (en DDA)\*

	2004	T2:04	T3:04	T4:04	M11:04	M12:04	M01:05
Canada	204,4	208,7	203,6	206,5	214,1	205,9	175,6
Terre-Neuve	2,1	2,1	2,1	2,2	2,2	2,1	2,4
Île-du-Prince-Édouard	0,6	0,7	0,5	0,4	0,6	0,4	1,4
Nouvelle-Écosse	3,3	3,1	3,5	3,1	2,5	3,8	2,9
Nouveau-Brunswick	2,6	2,8	3,0	2,5	2,3	3,0	1,6
Québec	46,7	46,5	44,1	49,3	52,0	49,4	44,3
Ontario	79,9	83,8	81,4	77,2	77,8	74,1	65,3
Manitoba	2,9	2,6	3,9	2,6	2,9	2,4	2,1
Saskatchewan	3,1	4,0	2,9	3,3	3,8	2,8	2,0
Alberta	32,2	30,6	30,5	35,6	36,9	34,8	27,3
Colombie-Britannique	30,9	32,5	31,7	30,3	33,1	33,1	26,3

\* Données désaisonnalisées annualisées, en milliers de logements.

## Principaux indicateurs du marché de l'habitation

	2004	T2:04	T3:04	T4:04	M11:04	M12:04	M01:05
<b>Logements neufs</b>							
Individuels et jumelés achevés et inoccupés, en milliers	5,2	5,3	5,0	5,7	5,8	5,8	5,6
Variation en % par rapport à la même période un an plus tôt	9,3	8,6	8,3	12,6	13,8	13,8	13,5
En rangée et appart. achevés et inoccupés, en milliers	6,7	6,0	6,7	8,3	8,3	8,6	8,5
Variation en % par rapport à la même période un an plus tôt	18,9	5,5	18,6	37,1	41,6	36,4	41,4
Indice des prix des logements neufs (1997 = 100)	123,2	122,6	124,2	125,4	125,5	125,8	n.d.
Variation en % par rapport à la même période un an plus tôt	5,5	5,8	5,9	5,4	5,3	5,3	n.d.
<b>Logements existants</b>							
Ventes S.I.A.® (en milliers de logements)*	456,5	473,4	455,0	446,2	451,0	445,1	n.d.
Variation en % par rapport à la même période un an plus tôt	4,8	14,6	-1,9	-0,4	2,9	0,8	n.d.
Prix moyens S.I.A.® (en milliers de \$CAN)**	227,2	227,3	226,8	234,2	234,1	236,7	n.d.
Variation en % par rapport à la même période un an plus tôt	9,7	12,6	8,0	8,5	7,4	10,1	n.d.
<b>Marché hypothécaire</b>							
Taux hypothécaire à 1 an, en % (moyenne sur la période)	4,59	4,57	4,60	4,90	5,00	4,80	4,80
Taux hypothécaire à 5 ans, en % (moyenne sur la période)	6,23	6,45	6,38	6,25	6,30	6,05	6,05

SOURCES : SCHL, Statistique Canada, Banque du Canada, Association canadienne de l'immeuble.

n.d. : données non disponibles

\* Données désaisonnalisées annualisées (DDA)

\*\* Les données annuelles et trimestrielles sont des chiffres réels. Les données mensuelles sont désaisonnalisées.